ASSEMBLÉE NATIONALE

4 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-1024

présenté par
M. Le Fur

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Aide publique au développement »**

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

(en euros)

Programmes	+	-
Aide économique et financière au développement	145 400 000	0
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	300 000 000	0
Restitution des « biens mal acquis »	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	0	445 400 000
TOTAUX	445 400 000	445 400 000
SOLDE	0	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Aide économique et financière au développement	261 400 000	0
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	300 000 000	0
Restitution des « biens mal acquis »	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	0	561 400 000
TOTAUX	561 400 000	561 400 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à rétablir les crédits de la mission à leur niveau 2024 après prise en compte du décret d'annulation n° 2024-124 du 21 février. Pour mémoire, ce décret a procédé à l'annulation en AE et CP de 742 M€.

Ce rétablissement porterait les crédits de la mission à 5 381 M€ en AE et 4 977 M€ en CP.

Il est proposé d'augmenter :

- de 300 M€ en AE et CP les crédits du programme 209 *Solidarité à l'égard des pays en développement* en affectant 250 M€ à l'action 1 « coopération bilatérale » et 50 M€ à l'action 2 « coopération multilatérale » ;

- de 145,4 M€ en AE et 261,4 M€ en CP les crédits du programme 110 *Aide économique et financière au développement* en affectant 50 M€ en AE et 75 M€ en CP à l'action 2 « aide économique et financière bilatérale » et 95,4 M€ en AE et 186,4 millions d'euros en CP à l'action 1 « aide économique et financière multilatérale ».

Ces crédits , à savoir 445,4 M€ en AE et 561,4 M€ en CP, sont prélevés sur l'action unique « Fonds de solidarité pour le développement » du nouveau programme 384 *Fonds de solidarité pour le développement*

Cet amendement porte une contre-proposition forte et équilibré au projet du Gouvernement.

Il permet de réaliser une économie en dépense de 742 M€ par rapport à la loi de finance initiale pour 2024. Il permet également de rééquilibrer notre action en faveur de l'aide bilatérale pilotable du programme 209. Enfin, il témoigne d'une opposition de principe à la rébudgétisation des crédits du fonds de solidarité pour le développement.

Dans le détail, ces fonds doivent être prioritairement alloués aux actions suivantes :

- rétablissement à 200 M€ du fonds infrastructures civiles ukrainiennes (+ 80 M€)
- hausse des crédits dédiés à l'opération budgétaire francophonie (+33 M€)
- rétablissement de la contribution française à l'Aide alimentaire programmée (+20 M€)
- augmentation des crédits de l'aide-projet gérée par le MEAE (+44 M€)
- rétablissement de la provision pour crises majeures (+270 M€)